

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIÈRES

Accord-cadre à bons de commande pour les travaux d'entretien courant et de mises aux normes tout corps d'état Centre Hospitalier de Gonesse

Appel d'offres ouvert

Pouvoir adjudicateur :

Centre hospitalier de Gonesse
2 Boulevard du 19 mars 1962 95 500 Gonesse

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1</u> : OBJET MARCHE	3
<u>ARTICLE 2</u> : ALLOTISSEMENT	3
Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre multi-attributaire.....	3

Les attributaires pourront être des groupements solidaires ou conjoints avec mandataire solidaire.	3
<u>ARTICLE 3</u> : MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	3
<u>ARTICLE 4</u> : FORME ET OBJET DES ACCORDS CADRES.....	3
<u>ARTICLE 5</u> : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
<u>ARTICLE 6</u> : NATURE DE LA PRESTATION	4
<u>ARTICLE 7</u> : MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES.....	7
<u>ARTICLE 8</u> : MODALITES DE PASSATION DE LA COMMANDE.....	8
<u>ARTICLE 9</u> : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	7
<u>ARTICLE 10</u> : DUREE DE L'ACCORD CADRE ET DELAIS D'EXECUTION.....	7
<u>ARTICLE 11</u> : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	8
<u>ARTICLE 12</u> : PENALITES POUR RETARD.....	8
<u>ARTICLE 13</u> : PRIX – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES.....	9
<u>ARTICLE 14</u> : GARANTIES FINANCIERES	10
<u>ARTICLE 15</u> : AVANCE.....	10
<u>ARTICLE 16</u> : MODALITES DE PAIEMENT.....	12
<u>ARTICLE 17</u> : MESURES GENERALES.....	12
<u>ARTICLE 18</u> : MESURES DE SECURITE / SECRET PROFESSIONNEL.....	13
<u>ARTICLE 19</u> : ASSURANCES.....	13
<u>ARTICLE 20</u> - SOUS-TRAITANCE	14
<u>ARTICLE 21</u> - RESILIATION DU MARCHE	15
<u>ARTICLE 22</u> : DIFFERENDS - LITIGES.....	16
<u>ARTICLE 23</u> : DEROGATIONS.....	17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la conclusion d'accords-cadres multi-attributaires à bons de commande pour la réalisation des travaux d'entretien courants et de mises aux normes tout corps d'état Centre Hospitalier de Gonesse.

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT

Le présent marché comporte 12 lots dont le contenu est défini pour chacun d'eux aux Cahiers des Clauses Particulières (C.C.T.P.)

LOTS		MONTANT MAXIMUM ANNUEL (€ HT)
Lot 01	Démolition Désamiantage	1 000 000
Lot 02	Maconnerie – Plâtrerie – Faux plafond	2 000 000
Lot 03	Peinture – Revêtement de sol souple et mur	2 000 000
Lot 04	Ravalement Extérieur	1 500 000
Lot 05	Menuiseries extérieures – Métallerie - Vitrerie	1 500 000
Lot 06	Menuiserie intérieure et Agencement	1 500 000
Lot 07	Courant fort et Courant faible	2 000 000
Lot 08	Voirie et Réseaux divers	2 000 000
Lot 09	Occultation – stores - Films	500 000
Lot 10	Couverture, Étanchéité	2 000 000
Lot 11	Chauffage – Ventilation – Climatisation – Plomberie – Désenfumage	2 000 000
Lot 12	Réseau d'assainissement	1 000 000

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre multi-attributaire.

Les attributaires pourront être des groupements solidaires ou conjoints avec mandataire solidaire.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le nombre d'attributaires par lot est de deux (2) maximum.

ARTICLE 4 : FORME ET OBJET DES ACCORDS CADRES

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel.

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre qui sera exécuté par l'émission de bons de commande conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique.

Les travaux d'entretien courant feront l'objet d'émission de bons de commande sur la base des BPU remis par les attributaires lors de la consultation.

ARTICLE 5 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du lot, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 6 : NATURE DE LA PRESTATION

Deux types de bons de commande sont susceptibles d'être passés sur le fondement du présent accord-cadre pour satisfaire aux besoins de travaux courants des établissements du centre hospitalier de Gonesse.

La distinction entre ces 2 types s'opère en considération :

↳ Type A - Situation d'urgence

Travaux commandés pour répondre à une situation d'urgence découlant notamment :

- d'un sinistre (vol, incendie, inondation, tempête) ;
- d'une panne, d'un défaut ou d'une détérioration perturbant le bon fonctionnement des services du centre hospitalier ;
- d'une menace à la sécurité des personnes et/ou des biens ;
- de fuites sur les réseaux

↳ Type B - Situation courante

Travaux commandés en dehors de la situation correspondant aux marchés de Type A décrite ci-dessus et dans le cadre de la Catégorie 2 décrite sur l'article 1.

Lorsque les travaux sont identifiés par l'établissement membres à l'accord-cadre, celui-ci adresse une demande de travaux par courriel à l'attributaire choisi du lot concerné. A cet effet, les entreprises attributaires devront veiller à conserver une adresse électronique valide, et si possible dédiée, pendant toute la durée de l'accord-cadre pour l'envoi des demandes de travaux.

Le maître d'ouvrage adresse par mail une demande de devis au 1^{er} titulaire qui précise au minimum :

- le type de la consultation.
- la date et heure limite de remise des offres après la visite ;
- l'objet des travaux à réaliser ;
- le cas échéant, le lieu particulier d'exécution des travaux ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- la demande d'une visite des lieux concernés par les travaux ;
- le cas échéant, si la présentation de variantes est autorisée, les exigences minimales que les variantes doivent respecter ainsi que les modalités de leur présentation.

- le cas échéant, un descriptif des travaux à réaliser ;
- le cas échéant, tout autre document utile pour préciser les caractéristiques et les modalités d'exécution des travaux commandés.

6.1 Visite sur site et Remise des offres :

La visite des lieux concernés par les travaux est obligatoire. Elle devra être réalisée avant la Date Limite de Remise des Offres. Les dates fixées pour la visite sont mentionnées dans le RC.

Tout candidat souhaitant effectuer la visite devra prendre contact avec le pouvoir adjudicateur en faisant la demande sur PLACE.

6.2 Délais de réponse pour les titulaires de l'Accord cadre :

- ✎ Pour les marchés de Type A –Situation Urgente:
 - ✓ Délai maximum pour effectuer une visite est de 24 heures.
 - ✓ Délai maximum pour donner l'offre est de 24 heures après la visite.
- ✎ Pour les marchés de Type B – Situation Courante:
 - ✓ Délai maximum pour effectuer une visite est de 2 Jours ouvrés.
 - ✓ Délai maximum pour donner l'offre est de 5 Jours après la visite.

Dans le cas où le titulaire 1 d'un lot ne satisfait pas les conditions citées ci-dessus, le Centre hospitalier appliquera les pénalités fixées dans le présent CCAP.

ARTICLE 7 : MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES

L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

La consultation vise à la conclusion d'un accord cadre multi-attributaires à bons de commande (deux entreprises maximum), au sens des articles L. 2123-1 et R 2123-1 1 du Code de la Commande Publique.

L'attribution des prestations dans le cadre du présent accord-cadre multi-attributaires s'effectuera selon un mécanisme en cascade : les prestations seront proposées en priorité au titulaire classé premier à l'issue de la mise en concurrence initiale. En cas d'impossibilité pour ce dernier d'y répondre, elles seront attribuées au titulaire classé second, et ainsi de suite.

ARTICLE 8 : MODALITES DE PASSATION DE LA COMMANDE

L'évaluation des ouvrages se fera à l'aide des prix unitaires indiqués dans le bordereau de prix.

L'attribution du devis sera contractualisée par l'émission d'un bon de commande signé du pouvoir adjudicateur.

8.1 Contenu des devis

Les devis remis par le Titulaire en réponse à la demande de travaux sera établi conformément aux caractéristiques fixées par les documents transmis par email et par les pièces contractuelles applicables au présent accord-cadre.

Chaque devis sera daté et signé par une personne habilitée pour représenter le Titulaire.

Chaque réponse à une demande de travaux devra contenir les pièces suivantes :

- Un devis descriptif et détaillé, établi par le Titulaire, comportant les articles du BPU de référence.
- Le Titulaire motivera par mail tout article hors bordereau de référence.
- Les articles et travaux hors bordereau de référence rentrant dans le cadre de travaux spécifiques et à titre exceptionnel devront être motivés.
- Le cas échéant, en particulier pour les situations courantes, une note technique exposant les modalités, moyens (techniques et humains) et le planning d'intervention proposé va accompagner le devis communiqué par email.

8.2 Variantes

Sauf mention contraire dans le cadre des documents afférant à la demande de travaux, la présentation de variantes n'est pas admise.

8.3 Présentation des bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen des bons de commande qui comportent :

- Nom et adresse du titulaire
- Numéro et date du contrat
- Numéro et date du bon de commande
- Lieu de réalisation des prestations
- Adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat
- Désignation et quantités des prestations à réaliser
- Délais de réalisation des prestations
- Montant total hors taxes de la commande
- Taux et montant de la TVA
- Montant total TTC.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

ARTICLE 10 : DUREE DE L'ACCORD CADRE ET DELAIS D'EXECUTION

10.1 Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de la notification du marché.

10.2 Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

10.3 Délais des bons de commande

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai d'exécution débutera à la date de réception du bon de commande chez le titulaire du marché. Ce délai est stipulé pour chaque commande dans le bon de commande relatif aux prestations à réaliser.

Le délai d'exécution ne commence à courir qu'à partir de la date d'effet du bon de commande commandant les réalisations.

Le délai s'achèvera à la fin complète de l'exécution des prestations commandées par le client public.

10.4 Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai de réalisation pourra être accordée par le signataire du bon de commande au titulaire lorsqu'une cause n'engage pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du bon de commande dans le délai contractuel.

En l'absence de justifications écrites précisées ci-après, il sera automatiquement fait application de pénalités de retard.

Pour faire valoir cette possibilité de prolongation de délai, le titulaire du marché devra remplir les obligations suivantes :

-Saisir par tout moyen (messagerie, etc ...) le signataire du bon de commande dans un délai de 24 heures suivant sa réception.

Fournir au signataire du bon de commande dans un délai de 48 heures à compter de sa réception des preuves évites de l'impossibilité de satisfaire dans le délai stipulé sur le bon de commande à l'exécution souhaitée.

ARTICLE 11 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Les pièces particulières

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (ATTRI 1)
- L'acte spécial (ATTRI 2)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) assorti des documents ci-après :
- Les bordereau des prix pour chaque lot
- Le mémoire technique

Les pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur. Ces documents ne sont matériellement pas joints au DCE.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-TRAVAUX).
- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux Marchés Publics de Travaux (CCTG-TRAVAUX)
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires (lois et ordonnances, décrets, arrêtés, codifiés ou non, et les autres références (de type circulaire, guide, recommandation)

ARTICLE 12 : PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 20 du C.C.A.G.Travaux, les pénalités suivantes s'appliqueront :

Catégorie 1) Prestation non effectuée ou considérée comme telle

Cette catégorie regroupe :

- Absence aux rendez-vous de chantiers : 200 € HT pour chaque absence.
- Défaut dans l'exécution de prestations prévues
- Retard lors de la mise à disposition des Bâtiments, le non-respect des dates programmées d'intervention ou la non application des demandes d'horaire : 300 € par manquement constaté.

Catégorie 2) Prestations non correctes

Cette catégorie sanctionne les insuffisances ou excès par rapport aux différentes tolérances définies dans le cahier des charges.

Exemple :

- Prestation non conforme au CCTP : 200 € HT pour chaque prestation non conforme

Catégorie 3) Défaut de traçabilité

Cette catégorie, sanctionne les retards de remise de documents nécessaires au suivi :

- Défaut de communication et de transmission de Fiches Techniques ou tout autre document: 100€ HT / jour

Catégorie 4) Non-respect des délais imposés pour les visites

Cette catégorie sanctionne le non-respect des délais imposés pour les visites de chantiers avant la remise du devis selon les modalités fixés au CCAP : 100 € HT/ jour de retard

Catégorie 5) Non-respect des délais imposés pour remettre un devis

Cette catégorie sanctionne le non-respect des délais imposés pour la remise d'un devis selon les modalités fixés au CCAP : 100 € HT/ jour de retard

Catégorie 6) Non-respect du BPU de références lors de la remise d'un devis

Cette catégorie sanctionne le non-respect du BPU de références lors de la remise d'un devis selon les modalités fixées au CCAP : 100 € HT par manquement constaté.

ARTICLE 13 : PRIX – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

Le marché est à prix unitaires.

9.1 Caractéristiques des prix

Ils sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des travaux. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents. Le marché est traité à prix unitaires.

9.2 Variations des prix

Conformément à l'article R 2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix sont révisables

Les prix de référence stipulés au Bordereau des prix de référence sont révisés à la hausse ou à la baisse par référence à la formule suivante :

$$P = \frac{0,15 + 0,85 (Po \times I)}{Io}$$

P = Nouveau prix de référence révisé

Po = Prix de référence initial établi sur la base des conditions économiques correspondant à la date limite fixée pour la remise des plis au présent accord-cadre

I = dernière valeur de l'indice connue à la date de révision

Io = dernière valeur de l'indice connue à la date limite fixée pour la remise des plis au présent accord-cadre.

La périodicité de la révision est annuelle à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

La révision des prix de référence figurant au Bordereau est limitée à une hausse de 2,5% par an lorsque l'application de la formule stipulée ci-dessus aboutit à un résultat supérieur.

Le Titulaires de l'accord-cadre fait parvenir, tous les douze (12) mois, au maître d'ouvrage, dans les 30 jours qui précèdent la date de révision des prix de référence :

- un Bordereau des prix de référence révisés précisant la date de révision ;
- une note explicative de l'évolution des prix de référence.

A défaut de transmission d'un bordereau révisé dans ce délai, les prix de référence appliqués pendant les douze mois précédant la date de révision seront reconduits pour les douze suivants.

ARTICLE 14: GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 15: AVANCE

Une avance peut être accordée au titulaire de l'accord cadre conformément aux dispositions des articles L 2191-2 et L2191-3 et R 2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Le titulaire peut renoncer à cette avance dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 16 : MODALITES DE PAIEMENT

16.2 - Principes de facturation

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique. Conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement au 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises (au 1^{er} janvier 2018 pour entreprises de taille intermédiaire, au 1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises et au 1^{er} janvier 2020 pour les micro-entreprises).

16.3 – Modalités de facturation

Le mode de règlement retenu par la personne publique est le mandatement administratif, selon les règles de la comptabilité publique en vigueur.

Le paiement interviendra dans un délai de 50 jours à réception de la facture par la Personne Publique. Le taux d'éventuels intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur et qui sera calculé conformément à la réglementation en application du Code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation chorus. L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le bénéficiaire.

Les factures transmises par le titulaire doivent comporter les mentions suivantes.

- Les références du marché ;
- La prestation facturée ou le bon de commande facturé ;
- Le nom, le n° de SIRET et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le montant hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total ;
- La date de l'émission de la facture.

Il est rappelé qu'une facture ne pourra correspondre qu'aux prestations d'une seule commande : il y aura autant de factures que de commandes.

D'autre part, les factures ne seront traitées que si les travaux ont été réceptionnés par l'établissement. Un procès-verbal de réception des travaux sera établi à cette occasion.

16.4 - Acceptation de la facture par le bénéficiaire

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir rappelé par tout moyen cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

16.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

16.6 - Paiement des cotraitants

Quel que soit le type de groupement (solidaire ou conjoint), le paiement des prestations est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire solidaire du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

16.7 - Paiement des sous-traitants

La demande de paiement du sous-traitant doit être envoyée au titulaire du marché par lettre recommandée avec avis de réception, et dans un second temps, au pouvoir adjudicateur accompagné de l'accusé de réception du titulaire. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse (ensuite ou) également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 17 : MESURES GENERALES

L'entreprise doit se conformer aux dispositions du règlement général pour protection du travail, aux règlements de police et aux dispositions légales régissant l'ordre, la sécurité, l'hygiène et la circulation.

Dans tous les cas, chaque Entrepreneur supporte la responsabilité de tous les dommages, accidents ou contraventions qui pourraient survenir par le fait ou à l'occasion des travaux entrepris.

ARTICLE 18 : MESURES DE SECURITE / SECRET PROFESSIONNEL

➤ Mesures de Sécurité :

Il est précisé au Titulaire que le milieu dans lequel il interviendra est dépendant d'un établissement psychiatrique.

Lorsque la réalisation de la prestation nécessite une intervention ou un déplacement dans des sites sensibles ou protégés, le Titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont imposées par l'établissement de santé.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les obligations qui lui sont imposées rendent l'exécution de la prestation plus difficile ou plus onéreuse. Les personnes chargées d'intervenir sur le site doivent être **compétentes, qualifiées et aptes physiquement**.

Le titulaire du marché est tenu de pourvoir à la sécurité du personnel non permanent chargé de l'exécution de l'ouvrage, tant du sien que de celui des autres entreprises participant aux travaux, ainsi qu'à la sécurité des personnes non occupées au chantier de façon permanente, telles que le Maître d'Ouvrage et tous les visiteurs occasionnels quels qu'ils soient.

➤ **Secret Professionnel :**

Le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, de documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il est tenu au secret professionnel.

Le Titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

ARTICLE 19 : ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours, à dater de la notification du marché, les titulaires des différents lots doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance "individuelle de base" en état de validité couvrant les responsabilités qui peuvent leur incomber du fait d'un effondrement total ou partiel des ouvrages en cours de travaux ou du fait des dommages matériels relevant des responsabilités biennales et décennales. L'attestation doit préciser les qualifications O.P.Q.C.B. couvertes par la police. A défaut d'une individuelle de base accompagnée d'un certificat de qualification professionnelle correspondant. L'Entrepreneur doit justifier d'une police "décennale L'Entrepreneur" précisant le plafond assuré par sinistre et la nature des activités garanties.
- D'une assurance individuelle de responsabilité civile de chef d'Entreprise pour couvrir, en cours de travaux et pendant la période de responsabilité décennale, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature des activités garanties.
- D'une assurance multirisque propre au chantier couvrant tous dommages pendant la durée des travaux et durant un an après livraison, précisant le plafond assuré par sinistre et la nature des activités garanties.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne peuvent avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée, certifiant que l'Entrepreneur a déjà réglé les primes afférentes aux garanties mentionnées ci avant.

Le titulaire s'engage à communiquer au maître de l'Ouvrage, sur simple demande, la liste et les références de ses fournisseurs, ainsi que la justification qu'ils ont souscrit une assurance obligatoire dans les conditions instituées par le Code des Assurances.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

En application des articles L 2193-1 à L 2193-14 et les articles R2193-1 à R2193-14 du code de la commande publique.

Si le titulaire souhaite avoir recours à la sous-traitance, les sous-traitants devront être acceptés par l'établissement conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire s'engage à faire respecter toutes les clauses du marché à ses sous-traitants.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

- Le candidat précisera le ou les domaines d'intervention pour le(s)quel(s) il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité, la nature des prestations et les coûts de celle-ci. Il devra identifier ses sous-traitants.
- Le candidat ajoute dans l'enveloppe une demande d'agrément, établie conformément au formulaire DC4.

Lutte contre le travail dissimulé :

Le Titulaire produit auprès du maître d'ouvrage, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D. 8222.8 du Code du travail tous les 6 (six) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 21 - RESILIATION DU MARCHÉ

21.1 – Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

21.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 22 : DIFFERENDS - LITIGES

La procédure de règlement des litiges applicable est celle prévue à l'article 50 du CCAG-TRAVAUX.

22.1 – Règlement amiable

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent accord

cadre peuvent être soumis au comité consultatif de règlement des litiges conformément aux dispositions de l'article R 2197-1 du Code de la Commande Publique.

Le Médiateur des Entreprises peut également être saisi via son site internet (<http://www.mieist.bercy.gouv.fr>). Placé auprès du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, le Médiateur des entreprises s'adresse à tous les acteurs économiques, tant publics que privés. Il les aide à résoudre leurs différends lorsqu'ils rencontrent des difficultés contractuelles ou relationnelles. Il encourage l'adoption et la diffusion de bonnes pratiques dans les relations commerciales entre partenaires privés ou entre acteurs publics et privés. La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

22.2 - Recours contentieux

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du pouvoir adjudicateur, ou le rejet implicite de sa demande, il doit, à peine de forclusion, dans les deux mois qui suivent la notification de la décision ou l'expiration du délai de réponse de deux mois du pouvoir adjudicateur, saisir le tribunal compétent et en informer le pouvoir adjudicateur.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est compétent en la matière.

Tribunal administratif compétent : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Adresse : 2/4 avenue de la Préfecture, 95000 Cergy

Téléphone : 01 30 17 34 00

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

1- Référé précontractuel (article L 551-1 du CJA), pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.

- 2- Référé contractuel (article L 551-13 du CJA) pouvant être introduit après la signature du contrat, si le recours précité n'a pas été introduit
- 3- Recours de pleine juridiction exercée par tout concurrent évincé contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, assorti le cas échéant de demandes indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (conséquence de la jurisprudence du conseil d'état du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, n°358994).

ARTICLE 23: DEROGATIONS

Nature de la Dérogation	CCAP	CCAG-TRAVAUX
Pénalités pour retard	Article 12	Article 20